



## Les relations USA-Corée du Nord dans une période de changement

Par [Gregory Elich](#)

Mondialisation.ca, 24 février 2017

[counterpunch.org](http://counterpunch.org)

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Les mois à venir révéleront peut-être la direction que prendront les relations entre les États-Unis et la Corée du Nord sous l'administration Trump. Après huit ans de « *patience stratégique* » et le « *pivot vers l'Asie* », ces relations se trouvent à leur point le plus bas depuis des décennies. De nombreuses élites politiques expriment leur frustration face à l'échec de Washington d'imposer sa volonté à la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Il y a de plus en plus d'appels à un changement de politique, mais quelle sorte de changement ont-elles à l'esprit ? Nous pourrions être à la veille d'une transition majeure.

Le président Trump a donné des signaux contradictoires sur la Corée du Nord, allant depuis l'affirmation qu'il est ouvert au dialogue jusqu'à l'insistance sur le fait que la Corée du Nord ne peut pas être autorisée à posséder des armes nucléaires et qu'il pourrait résoudre le conflit par un seul appel à la Chine. On peut dire que tout changement de direction politique est possible, même si l'on peut compter sur des intérêts profondément ancrés pour résister à tout mouvement positif.

Outre sa ligne dure à l'égard de la Chine, souvent exprimée, Trump n'a pas autrement manifesté un grand intérêt pour les affaires de l'Asie-Pacifique. Cela peut signifier une probabilité accrue qu'il s'en remettra à ses conseillers, et que la sagesse traditionnelle prévaudra. Plus les conseillers de Trump ont d'influence sur la politique envers la Corée du Nord, plus les perspectives sont dangereuses.

Le conseiller à la Sécurité nationale Michael Flynn [*qui a démissionné depuis, NdT*] pourrait être un personnage clé. En novembre, il a déclaré à une délégation sud-coréenne que la question nucléaire nord-coréenne serait une priorité absolue pour l'administration Trump. [1](#) À la même époque, il a dit à un journal japonais que le gouvernement nord-coréen ne devrait pas être autorisé à durer très longtemps, et qu'il n'a aucune intention de négocier un accord. [[2. Chang Jae-soon, Trump Names Former DIA Chief Mike Flynn as his National Security Advisor, Yonhap, November 19, 2016.](#)]

Flynn a écrit que la Corée du Nord, la Russie, Cuba et le Venezuela faisaient partie d'une alliance mondiale avec l'islam radical, un concept fou si jamais il y en avait un [2](#). C'est une pensée inquiétante qu'un homme aussi déconnecté de la réalité contribue à façonner la politique.

Le directeur de la CIA Mike Pompeo croit que l'Iran et la Corée du Nord coopèrent dans ce qu'il appelle un « *partenariat diabolique* » [3](#). Il a aussi appelé à la mobilisation des

puissances économiques et militaires contre la RPDC [4](#).

Les groupes de réflexion de l'establishment ont élaboré un certain nombre d'articles politiques, remplis de recommandations pour la nouvelle administration. Leurs conseils pourraient tomber dans des oreilles réceptives parmi les conseillers de Trump. Quelle influence ils auront sur la prise de décision de Trump est une autre question, mais il n'entend qu'un seul message de la part de ceux qui l'entourent et de l'establishment de Washington.

Un thème commun qui court dans les papiers politiques de ces groupes de réflexion est la demande de punir la Chine pour ses relations avec la RPDC.

La série de propositions la plus modérée faite à l'administration Trump est celle produite par Joel Wit pour l'U.S.-Korea Institute, dans laquelle il appelle au moins à une étape initiale que Wit qualifie de « *diplomatie coercitive progressive* ». Des contacts diplomatiques initiaux « *exploreraient si des accords servant les intérêts américains sont possibles* » tandis qu'en même temps les États-Unis jetteraient les bases d'une « *pression croissante* » sur la Corée du Nord. Une modeste réduction des jeux de guerre américains annuels pourrait être offerte comme une incitation à la Corée du Nord, parallèlement à des négociations sur un traité de paix, tant que les États-Unis sentent qu'ils peuvent obtenir davantage des concessions nord-coréennes.

En même temps, Wit appelle la nouvelle administration à « *exprimer de la ténacité* » et à mettre en œuvre « *une campagne de dissuasion à long terme* ». Cela comprendrait la rotation régulière de bombardiers B-1 et B-52 en Corée du Sud, parallèlement au stationnement de sous-marins équipés d'armes nucléaires au large de la côte coréenne.

Pendant que les négociations sont en cours, Wit veut que les États-Unis lancent une guerre de propagande contre la RPDC, en augmentant les émissions de radio et en infiltrant la mémoire des portables avec des informations destinées à déstabiliser le gouvernement. Ce qu'il ne dit pas est que de telles mesures hostiles ne peuvent avoir pour effet que de faire échouer la diplomatie.

Si la Corée du Nord se montre moins accommodante avec les revendications américaines ou si elle se prépare à tester un missile balistique intercontinental, alors Wit conseille à Washington de lui imposer un « *embargo total sur l'énergie et la nourriture* ». Wit soutient que la Chine doit accéder aux demandes américaines au Conseil de sécurité de l'ONU pour ce qui correspond à une guerre économique contre la Corée du Nord, sinon les États-Unis pourraient imposer des « *sanctions dévastatrices* » à la RPDC et des sanctions complémentaires à la Chine. En attaquant l'économie chinoise de cette manière, Wit dit que cela enverrait un message que « *les États-Unis seraient prêts à faire face à une crise grave avec la Chine à propos de l'attitude nord-coréenne* ». L'arrogance est stupéfiante. Si la Chine n'est pas d'accord avec les revendications américaines aux Nations-Unies, alors elle sera punie par des sanctions de la part des États-Unis [5](#).

Voici ce qui passe pour une approche « *modérée* » dans l'establishment de la politique étrangère de Washington.

Wit n'est pas seul dans son empressement à punir la Chine. Nicholas Eberstadt de l'American Enterprise Institute croit que « *le prochain paquet de pénalités devra probablement être de ceux qui ont une sorte de retombées collatérales pour la Chine... Les*

*sanctions, c'est bien, plus de sanctions, c'est mieux, dit-il. Accroître le coût pour la Chine est, je pense, la voie à suivre » 6.*

Eberstadt affirme que la politique américaine envers la Corée du Nord devrait « *consister principalement, bien que pas entièrement, en mesures militaires* ». « *Il est temps pour Beijing de payer une amende pour tout son soutien* » à la Corée du Nord, déclare-t-il. « *Nous pouvons commencer par l'exiger sur des scènes diplomatiques partout dans le monde* » 7 En affichant la présomption par trop typique des élites de Washington, il n'a rien à dire sur la manière dont la Chine pourrait réagir à ses prescriptions politiquement hostiles. L'hypothèse est que la Chine pourrait se contenter d'accepter la punition sans se plaindre. Cela n'arrivera pas.

Le commandant de la Marine américaine, « *Skip* » Vincenzo, a préparé une liste de recommandations qui se sont révélées si populaires qu'elles ont été publiées conjointement par quatre *think tanks*. Vincenzo envisage l'avenir et planifie comment les États-Unis et la Corée du Sud pourraient attaquer la RPDC sans subir de lourdes pertes. Il exhorte l'administration Trump à mener une guerre de l'information qui sape la Corée du Nord de l'intérieur. Le but serait de « *convaincre les élites du régime que leurs meilleures options* » dans un conflit « *seraient de soutenir les efforts de l'alliance République de Corée-USA* ». Il ajoute que « *des thèmes aisément compréhensibles tels que 'restez dans vos garnisons et vous serez payés' pourraient cibler les gradés et les soldats du rang* ». Les commandants de l'armée nord-coréenne devraient être informés qu'ils seraient « *récompensés financièrement* » pour avoir évité de combattre. « *L'objectif est de les amener à agir de manière indépendante lorsque le moment viendra, dans l'attente qu'ils en bénéficieront plus tard.* » 8.

Une phrase intéressante, « *quand le moment viendra* ». Vincenzo anticipe que l'intervention militaire en Corée du Nord n'est qu'une question de temps. Il envisage clairement un scénario comme l'invasion américaine en Irak, lorsque de nombreuses unités irakiennes se sont dispersées plutôt que de combattre. Le fantasme que les États-Unis pourraient répéter l'expérience irakienne en RPDC est basé sur un jugement erroné du caractère national coréen. Il ne tient pas non plus compte du fait que ce qui a suivi l'invasion de l'Irak pourrait difficilement être considéré comme une évolution pacifique.

Le Brookings Institute, malgré sa réputation centriste, encourage Trump à prendre des mesures brutales et imprudentes. « *Le nouveau président, affirme l'Institut, devrait adopter une approche qui se concentre sur l'objectif principal de la Corée du Nord : la survie du régime [...]. Les États-Unis et leurs alliés et partenaires devraient pousser la Corée du Nord à choisir entre des armes nucléaires et la survie.* »

Il appelle aussi à une guerre économique sans merci contre le peuple nord-coréen. « *Une approche plus vigoureuse, conseille-t-il, devrait s'en prendre au poumon financier du régime nord-coréen sous de nouvelles formes : affamer le régime de devises étrangères, couper Pyongyang du système financier et commercial international, comprimer ses réseaux commerciaux, interdire son commerce et utiliser des moyens secrets et patents pour tirer parti des nombreuses vulnérabilités du régime. Une base solide de mesures militaires doit souligner cette approche.* »

Dans un important euphémisme, l'Institut admet qu'« *une telle approche comporte des risques* ». En effet, c'est le cas, et c'est le peuple coréen qui en ferait les frais, tandis que les élites de Washington ne seraient confrontées à aucune des conséquences de leurs actes. Ce

à quoi appelle l'Institut Brookings, c'est à l'étranglement de la Corée du Nord, qui entraînerait l'effondrement des moyens de subsistance du peuple et une famine massive.

Comme d'autres cercles de réflexion, le Brookings Institute préconise de cibler la Chine, appelant à l'imposition de sanctions secondaires sur « *les sociétés, les banques et les entreprises publiques chinoises* » qui font des affaires avec la Corée du Nord [9](#) Le but serait de couper la Corée du Nord de tout commerce avec la Chine.

Walter Sharp, un ancien commandant des forces armées américaines en Corée, dit que les États-Unis devraient lancer une attaque préventive si la Corée du Nord se prépare à lancer un satellite ou à tester un missile balistique. « *Le missile devrait être détruit* », déclare-t-il. Il est aisé d'imaginer la violente réponse des États-Unis si une nation étrangère attaquait l'un de ses missiles sur l'aire de lancement. Il est illusoire d'attendre que la Corée du Nord non seulement ne réagisse pas d'une manière ou d'une autre, mais encore qu'elle n'aurait pas le droit de le faire. Mais Sharp préconise « *une force écrasante* » si la Corée du Nord riposte parce que, comme il le dit, Kim Jong-Un devrait savoir « *qu'il y a beaucoup plus à venir de ce genre, quelque chose dont il aura peur* » [10](#). Si cela sonne comme une recette pour la guerre, c'est parce que c'en est une.

Cela donne la mesure dans laquelle des décennies de politique étrangère militarisée ont dégradé le discours public dans ce pays à un point tel que ces idées folles non seulement sont prises au sérieux, mais que leurs défenseurs sont recherchés pour leurs conseils et traités avec respect.

Avec de telles suggestions, il n'est pas surprenant que Walter Sharp ait été invité à se joindre au groupe de travail qui a produit une série de recommandations au nom du Conseil des relations extérieures. Le groupe de travail demande que les premières étapes des négociations se concentrent sur un gel nucléaire, des limitations des forces conventionnelles nord-coréennes et du développement de missiles, et une inspection des installations nucléaires. Les obligations de la Corée du Nord seraient prioritaires, sans que rien soit offert en retour. La promesse d'un traité de paix et d'une normalisation progressive des relations seraient reportées, conditionnées à un désarmement total, une amélioration des droits humains et la permission pour les médias américains et sud-coréens de saturer la RPDC. C'est certain, cette dernière demande serait vouée à l'échec, puisqu'il est impossible d'imaginer que la Corée du Nord serait d'accord d'autoriser que son espace médiatique soit dominé par des entités étrangères hostiles.

Une telle approche unilatérale n'a aucune chance d'atteindre un règlement diplomatique. Comme solution, le CFR recommande que les États-Unis augmentent en permanence les sanctions pendant le processus de négociation.

Le [Council of foreign relations](#) appelle les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon à renforcer leur capacité à intercepter les lancements de missiles nord-coréens, « *qu'ils soient déclarés comme étant des tests de missiles balistiques ou comme des lancements d'engins spatiaux civils* ». Si les négociations périclitent, il conseille aux trois alliés d'abattre les missiles nord-coréens dès leur lancement. Ce serait un acte de guerre. Et comment le Conseil des relations extérieures imagine-t-il que la Corée du Nord réagirait si un de ses satellites était abattu ? Il ne le dit pas.

Selon le Conseil, la poursuite du développement du programme nucléaire de la Corée du Nord, nécessiterait « *des mesures diplomatiques et militaires plus énergiques, y compris*

*certaines menaçant directement les programmes nucléaires et de missiles du régime et, par conséquent, le régime lui-même. »*

« *Les États-Unis devraient soutenir des opérations d'information renforcées* » contre la Corée du Nord, ajoute le Conseil, pour saper le gouvernement et « *renforcer les forces de marché émergent* ». De manière assez prévisible, il recommande d'exercer une « *forte pression économique* » sur la Corée du Nord, ainsi que d'encourager les sociétés privées à engager des poursuites judiciaires contre les pays et les sociétés qui font des affaires avec la Corée du Nord [11](#).

Ce n'est pas la diplomatie que recherche le CFR, mais un changement de régime, et son document de politique est truffé d'un langage de tyran.

Bruce Bennett est analyste principal à la Rand Corporation. Il prévient que le désir de la Corée du Nord d'arriver à un traité de paix est une ruse. « *En réalité, dit-il, en insistant sur un traité de paix, la Corée du Nord ne cherche probablement pas la paix, mais la guerre.* » Il poursuit en affirmant qu'un traité de paix pourrait conduire au retrait des forces américaines, après quoi on pourrait compter que le Nord envahirait la Corée du Sud. Les appels à un traité de paix, ajoute-t-il, « *ne devraient être considérés que comme une ruse sournoise qui pourrait conduire à la destruction de la Corée du Sud, un allié des États-Unis* » [12](#) C'est un argument que défendent aussi d'autres analystes, et il est clairement délirant. Mais il illustre bien comment, dans la mentalité aveuglée des analystes politiques de Washington, une assertion non étayée remplace tout sens de la réalité.

Le Centre pour une nouvelle sécurité américaine [CNAS dans son sigle anglais] est profondément enraciné dans l'establishment étasunien. Ashton Carter, secrétaire à la Défense dans l'administration Obama, a exprimé le degré de respect et d'influence que le CNAS détient à Washington. « *Depuis presque dix ans, a dit Carter, le CNAS a été un instrument pour les idées et le talent qui ont modelés la politique étrangère et la politique de défense américaines.* » Carter a ajouté que « *réunion après réunion, dossier après dossier* », il a travaillé avec des membres du CNAS [13](#). Ses commentaires révèlent que c'est une organisation qui a un accès permanent aux antichambres du pouvoir.

Le Centre pour une nouvelle sécurité américaine a produit une série de documents politiques destinés à influencer l'administration Trump. Sans surprise, il favorise le pivot vers l'Asie qui avait été promu par le président Obama et recommande une nouvelle expansion des forces armées étasuniennes en Asie. [14](#). Il veut aussi voir un plus grand engagement de l'OTAN en Asie-Pacifique en soutien à l'armée américaine [15](#).

Patrick Cronin est directeur principal du programme de sécurité Asie-Pacifique au CNAS, et en tant que tel, il exerce une influence considérable sur la politique américaine. Cronin affirme que « *Trump voudra adopter des sanctions sévères et entreprendre une répression sérieuse* » contre les opérations financières nord-coréennes, mais que ces étapes devraient être d'importance secondaire. Trump devrait « *doubler la mise* » sur le renforcement militaire américain dans la région, dit-il, et une alliance stratégique devait envoyer le message à Kim Jong-Un que des armes nucléaires menaceraient sa survie. Là encore, c'est la proposition de menacer la survie de la Corée du Nord si elle n'abandonne pas son programme nucléaire.

Indépendamment des progrès diplomatiques, Cronin croit que les États-Unis et leurs alliés devraient mener une guerre de l'information contre la Corée du Nord, « *à la fois au niveau*

des élites et de la base » [16](#).

La Chine ne doit pas être ignorée et Cronin estime que Trump devra associer une « *diplomatie plus ferme* » avec des sanctions économiques contre la Chine [17](#).

Il reste à voir dans quelle mesure Trump écoutera ces conseils. Mais tout l'establishment de la politique étrangère et les médias dominants sont unis dans leur ferme opposition à toute solution véritablement diplomatique au conflit. Trump a exprimé un sain scepticisme à propos des séances d'information de la CIA. La question reste ouverte de savoir si ce scepticisme sera étendu aux conseils venant des cercles de réflexion de Washington.

Si le but de ces propositions est de parvenir à la dénucléarisation de la péninsule de Corée, alors ce sont des recettes pour l'échec. Mais si l'intention est d'imposer des difficultés économiques au peuple nord-coréen, en capitalisant sur la question nucléaire comme prétexte pour dominer la région, alors ces *think tanks* savent ce qu'ils font. Comme toujours, les considérations humaines ne signifient rien lorsqu'elles sont au service d'intérêts corporatifs et impériaux, et s'ils parviennent pleinement à leurs fins, ce ne sera pas une surprise s'ils réussissent à semer le même chaos et la même destruction dans la péninsule de Corée qu'ils ont fait au Moyen-Orient. On peut seulement espérer que des voix plus raisonnables prévaudront au moment de la formulation de la politique.

L'aspect qu'aucun des documents politiques n'aborde est le rôle que doit jouer la Corée du Sud. On présume tout simplement que le statu quo se maintiendra, et que la Corée du Sud se ralliera à toute action que les États-Unis choisiront d'entreprendre, peu importe si elle est cruelle ou dangereuse. Dans l'esprit de l'establishment de Washington, c'est une relation de maître à esclave et rien de plus.

Que les Coréens, au nord et au sud, puissent avoir leurs propres objectifs et intérêts n'est pas pris en considération. Les manifestations de masse vraiment étonnantes contre la présidente sud-coréenne Park Geun-hye, qui ont conduit à sa destitution, ont ouvert un monde de possibilités. Quoi qu'il arrive dans les mois à venir, ce ne sera plus *business as usual*. Les politiciens étasuniens sont paniqués par la perspective d'un gouvernement plus progressiste et indépendant prenant le pouvoir après les prochaines élections en Corée du Sud, et c'est ce qui est derrière les plans visant à accélérer le déploiement d'une batterie THAAD. Mais dans un sens, c'est peut-être déjà trop tard. Park Geun-hye, et par conséquent sa politique, a été totalement discréditée. Il se pourrait bien que plus les mesures que Washington veut imposer à la RPDC sont dures, moins il pourra compter sur la coopération de la Corée du Sud. Et il se pourrait que cela empêche les États-Unis de plonger imprudemment la péninsule de Corée dans le chaos ou même la guerre.

Imaginons un gouvernement plus progressiste arrivant au pouvoir en Corée du Sud, s'engageant dans un dialogue avec sa voisine du nord et signant des accords de coopération économique. Si les États-Unis y étaient enclins, ils pourraient travailler avec un tel gouvernement en Corée du Sud pour réduire les tensions et développer des liens économiques avec la RPDC. Des liaisons ferroviaires et gazières pourraient traverser la Corée du Nord, connecter le sud avec la Chine et la Russie et offrir une reprise économique à toute la région. La Corée du Nord et du Sud pourraient faire passer leurs ressources de leurs armées aux besoins civils et commencer à démanteler leurs structures nationales de sécurité étatiques. La question nucléaire cesserait de compter. Toutes ces choses pourraient être faites, mais il y faudrait un changement de mentalité à Washington et une volonté de défier l'establishment tout entier.

Hélas, il est beaucoup plus probable que les tensions continueront à être aiguës. La vieille confrontation avec la Russie et la Chine a été la note dominante de la politique étasunienne, conduisant à l'encerclement de ces pays par un anneau de bases militaires et de systèmes de défense anti-missiles. Le pivot vers l'Asie vise à renforcer la puissance militaire autour de la Chine. La Corée du Nord, dans ce contexte, sert de justification commode à la domination économique et militaire des États-Unis en Asie-Pacifique.

Pourquoi le programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord est-il considéré comme une menace inacceptable, alors que celles des autres pays ne le sont pas ? Pourquoi ne voyons-nous pas les États-Unis imposer des sanctions au Pakistan pour son programme nucléaire, ou mener des jeux de guerre dans l'océan Indien, en s'entraînant à envahir l'Inde ? Pourquoi n'entendons-nous pas des appels à un changement de régime en Israël à cause de son programme nucléaire ?

Au lieu de cela, le Pakistan est le cinquième plus important bénéficiaire de l'aide américaine, il est prévu qu'ils reçoivent \$742 millions cette année. L'Inde reçoit un dixième de ce montant et les États-Unis ont récemment signé avec elle un accord de coopération militaire [18](#) Quant à Israël, les États-Unis ont promis de lui fournir \$38 milliards en aide militaire ces dix prochaines années [19](#).

Qu'y a-t-il avec son programme d'armement nucléaire qui fait que la Corée du Nord est sanctionnée et menacée, alors que les États-Unis accueillent chaleureusement les autres ? Le Pakistan, l'Inde et Israël ont des programmes nucléaires bien plus avancés que celui de la Corée du Nord, avec des arsenaux importants et des missiles balistiques bien testés. L'autre grande différence est que la Corée du Nord est le seul des quatre pays à être confronté à une menace existentielle de la part des États-Unis et que, par conséquent, c'est elle qui a le plus grand besoin d'une dissuasion nucléaire.

Il n'y a pas de menace que la Corée du Nord attaque les États-Unis. Elle doit encore tester un véhicule de rentrée et donc on ne peut pas dire qu'il a les moyens de transporter une arme nucléaire. En outre, le pays n'aura jamais plus qu'un petit arsenal comparé à la taille de celui que possèdent les États-Unis, donc ses armes nucléaires ne peuvent avoir qu'un rôle dissuasif.

La « menace » que présente le programme nucléaire de la Corée du Nord est double. Une fois qu'elle aura réussi à compléter le développement de son programme, les États-Unis perdront toute possibilité réaliste de l'attaquer. Que les États-Unis choisissent d'exercer cette capacité ou non, ils veulent conserver cette option.

L'autre aspect de la « menace » est que si la RPDC réussit à accomplir un programme d'armement nucléaire efficace, d'autres petits pays confrontés à l'hostilité des États-Unis pourraient se sentir encouragés à développer des programmes nucléaires, réduisant ainsi la capacité des États-Unis à imposer leur volonté aux autres.

Il est difficile de comprendre pourquoi la Corée du Nord abandonnerait son programme nucléaire. Pour une raison : selon une estimation du Département d'État américain, elle dépense entre 15% et 24% de son PIB en effort militaire [20](#). C'est insupportable pour une économie qui se rétablit, et les armes nucléaires sont bon marché comparées aux dépenses des forces armées conventionnelles. La RPDC accorde une grande importance sur le développement économique, et un programme d'armement nucléaire lui permet de transférer davantage de ressources sur l'économie civile [21](#).

L'histoire récente a également montré qu'un petit pays s'appuyant sur des forces armées conventionnelles n'a aucune chance de se défendre contre une attaque des États-Unis. Pour un pays comme la Corée du Nord, les armes nucléaires présentent le seul moyen fiable de défense.

La Corée du Nord attache une grande importance à la signature d'un traité de paix. Après plus de 60 ans depuis la guerre de Corée, un traité de paix est un objectif valable et qui a beaucoup trop tardé. Mais si la RPDC imagine qu'un traité de paix offrirait une garantie de sécurité, je pense qu'elle se trompe. Les États-Unis étaient officiellement en paix avec chacun des pays qu'ils ont attaqués ou affaiblis.

Quel genre de garanties les États-Unis pourraient-ils donner à la Corée du Nord pour assurer sa sécurité en échange de son désarmement ? Un accord pourrait être signé, des promesses faites, et ne rien signifier. La Libye, il faut le rappeler, a signé un accord de désarmement nucléaire avec une administration américaine seulement pour être bombardée par la suivante. Aucune promesse verbale ou écrite ne pourrait offrir une mesure de sécurité.

Le rapport unilatéral des négociateurs américains n'est guère un encouragement à désarmer pour la Corée du Nord non plus.

Par exemple, peu de temps après que les États-Unis ont signé en septembre 2005 l'Accord commun avec la Corée du Nord, le négociateur américain Christopher Hill a cherché à rassurer le Congrès que les États-Unis n'étaient pas sur le point de commencer à normaliser les relations, même si c'est précisément ce que l'accord les obligeait à faire.

La normalisation des relations, a-t-il expliqué au Congrès, serait « *soumise à la résolution de nos préoccupations de longue date. Par conséquent, je voulais dire que, en tant qu'élément nécessaire du processus conduisant à la normalisation, nous devons discuter de questions importantes, comprenant les droits de l'homme, les armes biologiques et chimiques, les programmes de missiles balistiques, la prolifération d'armes conventionnelles, le terrorisme et autres activités illicites* ». La Corée du Nord « *devrait s'engager à respecter les normes internationales dans tous les domaines, puis prouver ses intentions* ». La position de Christopher Hill était claire. Même si la Corée du Nord se dénucléarisait totalement, les relations n'iraient pas encore dans le sens de la normalisation. Elle ferait seulement face à une foule de demandes supplémentaires [22](#).

En effet, loin de commencer à normaliser les relations, les jours suivant la signature de l'accord de septembre 2005, le Département du Trésor a désigné la Banco Delta Asia, sise à Macao, comme une « *préoccupation prioritaire en matière de blanchiment d'argent* », en dépit du manque total de preuve pour étayer cette affirmation. Les sociétés financières américaines ont été condamnées à rompre les relations avec la banque, ce qui a conduit à une vague de retraits de clients paniqués et à la fermeture de la banque. Le but du Département du Trésor était de fermer l'une des institutions principales que la Corée du Nord utilisait pour des transactions internationales régulières. Cette action a tué l'accord.

L'accord nucléaire libyen fournit le modèle dont Washington attend que la Corée du Nord le suive. Cet accord obligeait la Libye à démanteler son programme nucléaire comme condition préalable à toute récompense, et c'est seulement après que ce processus a été complet que de nombreuses sanctions sur la Libye ont été levées. Il a fallu encore deux ans pour supprimer la Libye de la liste des soutiens au terrorisme et restaurer des relations diplomatiques.



Si on les examine de plus près, ces « récompenses » ressemblent plus à une réduction de peine. Peut-on dire qu'une diminution des sanctions est une récompense ? Si quelqu'un vous bat puis promet de diminuer le nombre de coups, est-ce qu'il vous récompense ?

Cela n'a pas semblé comme ça aux Libyens qui se sont souvent plaints que les responsables américains ne les avaient pas récompensés pour leur respect des conditions [23](#).

Ce que les États-Unis ont offert à la Libye, cependant, c'était davantage de demandes. Au début, le secrétaire d'État américain adjoint John Bolton a dit aux dirigeants libyens qu'ils devaient cesser toute coopération militaire avec l'Iran afin de compléter l'accord de dénucléarisation [24](#). Et au moins en une occasion, un responsable américain a fait pression sur la Libye pour qu'elle cesse tout commerce militaire avec la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie [25](#).

Les responsables américains ont exigé que la Libye reconnaisse l'indépendance unilatérale du Kosovo, une position que la Libye avait constamment contestée [26](#). Cela a été suivi par une note diplomatique des États-Unis à la Libye lui ordonnant de voter contre la résolution du gouvernement serbe aux Nations Unies, qui demandait une décision de la Cour internationale de justice sur l'indépendance du Kosovo [27](#).

Dans ces circonstances, la Libye a préféré s'abstenir au vote plutôt que de rejoindre les États-Unis et trois autres pays et s'opposer à la mesure.

Les États-Unis ont toutefois réussi à obtenir le vote de la Libye pour des sanctions de l'ONU contre l'Iran [28](#). En réponse aux directives américaines, la Libye a conseillé à maintes reprises à la Corée du Nord de suivre son exemple et de se dénucléariser. Sous la pression américaine, la Libye a aussi lancé un programme de privatisation et ouvert des possibilités aux entreprises américaines.

Les responsables américains ont souvent exhorté les Coréens du Nord à prendre note de l'accord libyen et d'apprendre de son exemple. Ces jours, cet exemple semble plutôt différent, étant donné le bombardement de la Libye par les avions de combat et des missiles. Le colonel Mouammar Kadhafi a été récompensé pour sa coopération avec les États-Unis en étant battu, empalé sur une baïonnette et se faire tirer dessus à plusieurs reprises. Il y a une leçon, ici, d'accord, et les Coréens du Nord en ont pris bonne note.

Il est temps de contester le récit occidental standard.

Selon le droit international, chaque pays a le droit de placer un satellite en orbite, pourtant seule la Corée du Nord est condamnée et se voit refuser ce droit. Les États-Unis, avec plus d'un millier d'essais nucléaires [29](#) réagissent avec indignation aux cinq essais de la Corée du Nord.

Pour citer l'analyste politique Tim Beal, « *La construction de la Corée du Nord comme paria international est l'expression de la puissance américaine plutôt que le résultat, comme c'est habituellement proclamé, de violations du droit international. En fait, les accusations discriminatoires contre la Corée du Nord sont elles-mêmes une violation des normes du droit international et de la souveraineté égale des États.* » [30](#)

Depuis 1953, la Corée du Nord n'a jamais été en guerre.

Pendant la même période, pour ne citer qu'un échantillon de leurs interventions, les États-

Unis ont renversé le gouvernement du Guatemala, envoyé une armée par procuration pour envahir Cuba, bombardé et envahi le Vietnam au prix de millions de vie. Ils ont bombardé le Cambodge et le Laos, envoyé des troupes en République dominicaine, soutenu un coup d'État militaire en Indonésie dans lequel un million de personnes ont été tuées, organisé un coup d'État militaire au Chili, soutenu les extrémistes islamiques dans leurs efforts pour renverser un gouvernement laïc en Afghanistan. Les États-Unis ont envahi Grenade, miné les ports et armé les forces anti-gouvernementales au Nicaragua, armé et formé des guérillas d'extrême-droite en Angola et au Mozambique, armé et formé des troupes croates et leur ont fourni une couverture aérienne lorsqu'elles ont chassé 200 000 personnes de leurs maisons dans la Krajina, bombardé la moitié de la Bosnie, armé et formé l'Armée de libération du Kosovo, attaqué la Yougoslavie, envahi l'Irak, soutenu le renversement de gouvernements en Yougoslavie, en Ukraine, au Honduras et dans beaucoup d'autres pays, bombardé la Libye, armé et entraîné des djihadistes en Syrie.

Et pourtant on nous dit que c'est la Corée du Nord qui menace la paix internationale.

2017 pourrait être une année charnière pour la péninsule de Corée. Une population énergique apporte le changement en Corée du Sud. Nous devrions nous joindre à elle et revendiquer également un changement ici aux États-Unis. Il est temps de résister aux appels incessants pour une politique étrangère téméraire et militarisée.

Gregory Elich

Article original en anglais : [US-North Korean Relations in a Time of Change, CounterPunch](#), 13 février 2017

L'article original a été publié sur le site de l'auteur.

Traduit par Diane, vérifié par Julie, relu par Catherine pour [le Saker francophone](#)

Gregory Elich est membre du directoire du Jasenovac Research Institute et du conseil consultatif du Korea Policy Institute. Il est également membre du groupe de travail pour stopper le THAAD en Corée et le militarisme en Asie et dans le Pacifique. Il est membre du Comité de solidarité pour la démocratie et la paix en Corée et chroniqueur pour Voice of the People. Il est l'auteur de Strange Liberators : Militarism, Mayhem, and the Pursuit of Profit et a contribué à l'ouvrage Killing Democracy : CIA and Pentagon Operations in the Post-Soviet Period, publié en russe. Son site : <https://gregoryelich.org>

1. Jesse Johnson, *Trump National Security Pick Tells South Koreans that North's Nuke Program will be Priority*, *The Japan Times*, November 19, 2016. [↪](#)
2. Edward Wong, *Michael Flynn, a Top Trump Adviser, Ties China and North Korea to Jihadists*, *New York Times*, November 30, 2016. [↪](#)
3. Press Release, *Pompeo on North Korea's Nuclear Test*, U.S. Congressman Mike Pompeo, January 16, 2016. [↪](#)
4. Chang Jae-soon, *Trump's Foreign Policy Lineup Expected to be Supportive of Alliance with Seoul, Tough on N.K.*, December 13, 2016. [↪](#)
5. Joel S. Wit, *The Way Ahead : North Korea Policy Recommendations for the Trump Administration*, U.S.-Korea Institute at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies (SAIS), December 2016. [↪](#)
6. FPI Conference Call: North Korea's Dangerous Nuclear Escalation, The Foreign Policy

- Initiative, September 15, 2016. [↵](#)
7. Nicholas Eberstadt, *Wishful Thinking has Prevented Effective Threat Reduction in North Korea*, *National Review*, February 29, 2016. [↵](#)
  8. Commander Frederick 'Skip' Vincenzo, *An Information Based Strategy to Reduce North Korea's Increasing Threat: Recommendations for ROK & U.S. Policy Makers*, Center for a New American Security, U.S.-Korea Institute, National Defense University, Georgetown University School of Foreign Service Center for Security Studies, October 2016. [↵](#)
  9. Evans J.R. Revere, *Dealing with a Nuclear-Armed North Korea: Rising Danger, Narrowing Options, Hard Choices*, Brookings Institute, October 4, 2016. [↵](#)
  10. Bruce W. Bennett, *Kim Jong-un is Trolling America Again*, *The National Interest*, May 17, 2016. [↵](#)
  11. Richard Sisk, *Former US General Calls for Pre-emptive Strike on North Korea*, *Defense Tech*, December 1, 2016. [↵](#)
  12. Mike Mullen and Sam Nunn, chairs, and Adam Mount, project director, *A Sharper Choice on North Korea: Engaging China for a Stable Northeast Asia*, Independent Task Force Report No. 74, Council on Foreign Relations, 2016. [↵](#)
  13. Ashton Carter, *Networking Defense in the 21st Century*, Remarks at CNAS, Washington, DC, Defense.gov, June 20, 2016. [↵](#)
  14. Mira Rapp-Hooper, Patrick M. Cronin, Harry Krejsa, Hannah Suh, *Counterbalance : Red Teaming the Rebalance in the Asia-Pacific*, Center for a New American Security, November 2016. [↵](#)
  15. Julianne Smith, Erik Brattberg, and Rachel Rizzo, *Transatlantic Security Cooperation in the Asia-Pacific*, Center for a New American Security, October 2016. [↵](#)
  16. Patrick M. Cronin, *4 Ways Trump Can Avoid a North Korea Disaster*, *The Diplomat*, December 13, 2016. [↵](#)
  17. Patrick M. Cronin and Marcel Angliviell de la Beaumelle, *How the Next US President Should Handle the South China Sea*, *The Diplomat*. May 2, 2016. [↵](#)
  18. *Foreign Assistance in Pakistan*, [foreignassistance.gov](http://foreignassistance.gov) - Rama Lakshmi, *India and U.S. Deepen Defense Ties with Landmark Agreement*, *Washington Post*, August 30, 2016. [↵](#)
  19. *U.S. Foreign Aid to Israel*, [everycrsreport.com](http://everycrsreport.com), December 22, 2016 [↵](#)
  20. U.S. Department of State, *World Military Expenditures and Arms Transfers 2016*, December 2016. [↵](#)
  21. Bradley O. Babson, *After the Party Congress : What to Make of North Korea's Commitment to Economic Development ?* 38 North, May 19, 2016. Elizabeth Shim, *Kim Jong Un's Economic Plan Targets Foreign Investment*, *UPI*, May 19, 2015. [↵](#)
  22. « The Six-Party Talks and the North Korean Nuclear Issue : Old Wine in New Bottles ? », Hearing Before the Committee on International Relations, House of Representatives, October 6, 2005 [↵](#)
  23. *Libya Nuclear Chronology*, Nuclear Threat Initiative, February 2011. [↵](#)
  24. U.S. Department of State cable, U/S Bolton's July 10 Meeting with Libyan Officials, August 11, 2004 [↵](#)
  25. William Tobey, *A Message from Tripoli, Part 4: How Libya Gave Up its WMD*, Bulletin of the Atomic Scientists, December 7, 2014. [↵](#)
  26. U.S. Embassy Tripoli cable, *Libya/UNSC : 1267, Iran and Kosovo*, July 1, 2008 [↵](#)
  27. U.S. Embassy Tripoli cable, *Kosovo ICJ Resolution at UNGA — Libya*, October 6, 2008 [↵](#)
  28. *Libya Nuclear Chronology*, Nuclear Threat Initiative, February 2011. [↵](#)
  29. [https://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_nuclear\\_weapons\\_tests\\_of\\_the\\_United\\_States](https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_nuclear_weapons_tests_of_the_United_States) [↵](#)
  30. Tim Beal, *The Korean Peninsula within the Framework of US Global Hegemony*, *The Asia-Pacific Journal*, November 15, 2016 [↵](#)

La source originale de cet article est [counterpunch.org](http://counterpunch.org)

Copyright © [Gregory Elich](http://Gregory Elich), [counterpunch.org](http://counterpunch.org), 2017

---

Articles Par : [Gregory Elich](http://Gregory Elich)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)